

CAP sur les Primaires de la gauche



Après la décision du Président de la République de ne pas se représenter, celle du Premier ministre d'y aller et la désignation du candidat de la droite, les primaires citoyennes de la gauche et des écologistes des 22 et 29 janvier prochains constituent le moment politique sur lequel tous les yeux sont maintenant rivés.

Les enjeux de ces primaires sont multiples: unir la gauche pour assurer sa présence au second tour de l'élection présidentielle, faire barrage à une droite très dure qui chasse sur les terres du Front national, juguler, comme l'on fait les Autrichiens, la montée du national-populisme, mais surtout proposer à la France un projet qui poursuive la préservation de notre modèle social et républicain.

Le 3 décembre, les 3000 militants présents à la Grande convention nationale de la Belle Alliance Populaire ont mesuré l'étendue de la tâche. Il va falloir mobiliser le peuple de gauche sur les primaires. Les candidatures à ces primaires vont être déposées jusqu'au 15 décembre. Samedi 17 décembre, la Haute Autorité aux Primaires citoyennes figera la liste des candidats. L'unité du parti socialiste est primordiale, la responsabilité des politiques de gauche est nécessaire, le respect des candidatures est essentielle. L'heure est à la mobilisation pour désigner à notre tour notre candidat.



ALEP : URGENCE D'INTERVENIR

Le mercredi 7 décembre, Jean-Christophe Cambadélis recevait au siège du Parti socialiste une délégation emmenée par le Président du conseil d'Alep, Brita Hagi Hasan venu en France pour militer en faveur d'une intervention du Conseil de sécurité. Le premier secrétaire a assuré du soutien du Parti socialiste dans cette démarche.

ITALIE: LE PIÈGE DU RÉFÉRENDUM



© D.R.

LA DIVISION DE LA GAUCHE RENFORCE LE MOUVEMENT 5 ÉTOILES

Matteo Renzi, Président du Conseil à 39 ans, voulait rénover le système. Mais en décidant un référendum il s'est piégé car la crise économique dans laquelle l'Italie a replongé a nourri une nouvelle forme de populisme. Finies les années Berlusconi.

Le centre droit est coincé entre la Lega Nord et le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) du clown Beppe Grillo, qui, malgré la corruption qui le touche, a remporté la mairie de Rome aux dernières élections locales. Fatalement, les électeurs italiens n'ont pas voulu répondre à la question posée, mais sanctionner le gouvernement. Le camp du «no» a rassemblé large : de l'extrême droite à l'extrême gauche en passant aussi par d'anciens dirigeants sociaux démocrates comme PierLuigi Bersani et Massimo d'Alema. Cette division de la gauche renforce le M5S.

Avec la démission de Renzi, on pourrait aller vers des élections anticipées avec le risque de voir l'Italie replonger dans le populisme. Renzi apparaît cependant comme un élément de stabilité alors que le budget pour 2017 n'était pas voté à l'heure où nous écrivons ces lignes.

On dit souvent que c'est toujours en Italie que les expériences politiques inédites voient le jour. Depuis la sortie du fascisme, il y a soixante dix ans, l'Italie a connu soixante-cinq gouvernements. Même la fondation de la Deuxième République dans les années quatre-vingt dix n'a pu réduire cette situation. Depuis longtemps, beaucoup pensaient que la stabilisation du pays passait par une grande loi de réforme des institutions, notamment pour réformer le bicaméralisme qui donnait au Sénat les mêmes pouvoirs que l'Assemblée nationale.



© D.R.

AUTRICHE: LE FPÖ A PERDU UNE BATAILLE, MAIS PAS LA GUERRE

s'affronter pour le deuxième tour dont le résultat final fut invalidé.

Durablement installée avec près d'un tiers des intentions de vote, l'ancienne formation de Jörg Haider profite de l'usure des coalitions SPÖ/ÖVP qui se succèdent au pouvoir depuis des décennies. Si la victoire du candidat écologiste permet de dire «ouf», elle ne permet pas de croire que le FPÖ a fait «plouf!». Des partis de droite comme les ultra libéraux de NEOS sapent eux aussi les bases de la droite. La question des réfugiés fait le reste dans un pays où la dénazification n'a pas eu lieu.

C'est dire si l'enjeu des élections fédérales de 2018 sera crucial. D'ici là, le chancelier social-démocrate Christian Kern va devoir démontrer que le FPÖ de Norbert Hofer demeure un danger pour le pays surtout après que les sociaux-dé-

mocrates d'un petit Land de l'Est ont passé un accord avec les nationaux populistes locaux en juin 2015 dans l'indifférence générale.

C'est également tout le rapport au pouvoir qui est interrogé. Une question qui concerne toute la social-démocratie européenne.

Le parti d'extrême droite FPÖ a reconnu la défaite de son candidat Norbert Hofer ce dimanche soir dans la course à la présidentielle autrichienne, nettement remportée, selon les projections, par l'écologiste Alexander Van der Bellen. Le candidat écologiste de 72 ans est crédité de 53,6% des voix contre 46,4% pour son adversaire de 45 ans, selon ces projections intégrant les votes par correspondance qui ne seront décomptés que lundi. Il s'est réjoui de la victoire d'une «Autriche pro-européenne».



LE GRAND TOURNANT DU 3 DÉCEMBRE

décembre 3
2016
à PARIS

Samedi 3 décembre à Paris, la Grande convention nationale de la Belle Alliance Populaire a rassemblé près de 3 000 militants de l'unité de la gauche et des écologistes. Après les onze Universités de l'Engagement, ce grand rendez-vous a marqué d'abord le respect des intervenants et de la salle pour la dignité de François Hollande dans sa décision. Mais chacun et chacune a pris la mesure aussi de la charge que le Président de la République laisse à toutes et tous : unifier la gauche en vue de l'élection présidentielle. Et ce, non pas pour le Parti socialiste, non pas pour les partenaires de la Belle Alliance Populaire, mais surtout pour les Français.

Les interventions des ministres, des présidents des groupes au Sénat, à l'Assemblée nationale et au Parlement européen ont été rythmées aussi par les prises de parole des signataires des 9 appels « Ça ne passera pas ». Car l'heure est maintenant au combat contre les projets de la droite et de l'extrême droite. Si le 3 décembre était l'occasion de réaffirmer notre volonté ferme de faire barrage à ceux qui veulent défaire notre modèle social et républicain, depuis nous devons mobiliser en vue des primaires citoyennes des 22 et 29 janvier.

La salle a scandé « Unité ! » comme en 1936 au moment du Front Populaire. Le 3 décembre 2016 tourne le peuple de gauche vers son destin et celui de la France.



**« RELEVER CE DÉFI
QUI NOUS EST POSÉ AUJOURD'HUI. »**

« L'unité, c'est notre combat parce que ce pays est en danger. Je suis persuadé que rien n'est joué et que tout commence. Les Français commencent à voir ce qui est en jeu, ce qui peut se passer, les conséquences qui ont été exprimées ici par nombre de nos concitoyens, secteur après secteur, domaine après domaine. Ils regardent la dangerosité du Front national, même si certains dans notre peuple estiment, à tort, qu'il faudrait tenter l'expérience. Mais c'est une expérience dont on ne revient pas. D'autres se disent qu'enfin il faut casser ce système, le bousculer, le remettre en cause, mais le bousculer et le remettre en cause, le remettre à terre, créerait un tel désordre dans notre pays que la démocratie s'en verrait altérée. Nous n'avons pas peur de le dire, nous savons ce qu'il y a derrière les mots, les thèses, et derrière Marine Le Pen. Et rien n'est joué vis-à-vis de François Fillon. Rien n'est joué, ça ne se passera pas comme ça. Rien n'est joué, le projet de Fillon ne passera pas. Ils ne passeront pas !

Nous avons rendez-vous avec l'histoire. François Hollande a fait le premier pas décisif. A vous, à nous, de faire les autres. Ça y est, nous menons le combat de l'Histoire dans l'Histoire. Nous allons relever ce défi qui nous est posé aujourd'hui. Nous allons faire en sorte que les primaires de la gauche soient un immense succès, et puis nous allons, droit devant nous, affronter à la fois la révolution conservatrice et la révolution nationale, et opposer à ces deux destins celui du peuple français, c'est-à-dire celui du progressisme et de son nouveau progressisme. Voilà, mes chers amis, mes chers camarades, ensemble, nous allons nous battre, ensemble, nous allons nous rassembler, ensemble, nous allons lutter, ensemble, nous allons gagner. »

**Jean-Christophe Cambadélis
Premier secrétaire du Parti socialiste**



« La décision de François Hollande montre sa hauteur de vue et son sens de la responsabilité. Nous pouvons gagner l'élection si nous sommes fiers du travail accompli. Car non, nous n'avons pas renié les valeurs de la gauche au gouvernement. En matière de société, de vivre ensemble, ce que nous présente François Fillon est un grand bond en arrière. »

Marisol Touraine
Ministre des Affaires sociales et de la Santé



« Cette droite s'accommode du Front national. François Fillon est une nostalgie quand nous incarnons le progrès. Nous sommes, hommes et femmes de gauche, notre premier adversaire. Si nous savons entendre le message de François Hollande, il est possible de gagner. Le pays veut entendre un projet, une adhésion, un rassemblement, nous sommes ce rassemblement. »

Bruno Le Roux
Président groupe SER à l'Assemblée nationale



RAPHAËLLE NDAW
Déléguée générale du Parti Écologiste

RACHID TEMAL
Secrétaire national du Parti socialiste chargé de la coordination et de l'organisation



« Nous vivons un moment crucial, critique, dangereux. Loin des petites querelles, nous avons un visage magnifique : celui de notre bilan, de nos valeurs. L'amour de la France, cela ne se développe pas par hasard. L'éducation en est un levier. La droite c'est l'endoctrinement, la gauche c'est le développement de l'esprit critique. Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous ! »

Najat Vallaud-Belkacem
Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche



« François Hollande reste et restera pour toujours l'homme de l'Accord de la Cop 21. La France est saluée à l'ONU pour ce bilan écologique, le meilleur de l'histoire de notre république. La transition énergétique bénéficie d'un levier. Écologistes, venez dans la primaire de la BAP. »

Jean-Vincent Placé
Secrétaire d'État en charge de la Réforme de l'État





GRANDE CONVENTION NATIONALE

3
décembre
2016
à PARIS



« Nous ne devons pas avoir la mémoire courte. François Fillon était contre l'euro en 1997. Le bilan européen de François Hollande est une reprise du discours de l'investissement, de mettre les banques européennes sous surveillance. Pour tous les sociaux démocrates d'Europe, nous devons ici en France montrer l'exemple. »

Pervenche Bérés
Présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen



« La Gauche est belle quand elle se rassemble. Portons ce bilan dans son entier et sa cohérence et non par petits bouts. Nous sommes les héritiers de Jaurès, Blum, Mitterrand, Jospin et Hollande. Les 22 et 29 janvier faisons le choix de la République. »

Didier Guillaume
Président du groupe SR au Sénat



« C'est toujours la gauche qui a fait progresser le mouvement de décentralisation dans ce pays. Chaque jour, élus et fonctionnaires organisent les services publics dans les territoires. Nous avons clarifié les compétences des territoires et organisé la parité dans les conseils. Défendons cette réforme territoriale, grande réforme de ce quinquennat. »

Estelle Grelier
Secrétaire d'état aux collectivités territoriales



« Nous avons soulevé l'investissement des entreprises sans taper sur le pouvoir d'achat des ménages. Nous avons choisi de combattre l'évasion fiscale. Nous avons choisi la négociation syndicale, la première chose qui sera remise en cause par F. Fillon. J'invite à nous rejoindre l'ensemble de ceux qui ont des choses à dire sur la ligne économique des progressistes. Ceux qui refusent de venir débattre dans notre primaire donneront la France à la Droite et l'extrême droite. »

Karine Berger
Députée des Hautes-Alpes



« Retrouvons notre volonté de faire ensemble ; socialistes, écologistes radicaux et démocrates. Face aux élus de droite qui prennent des arrêtés anti-migrants, nous avons un discours simple : il faut accueillir. Avec la Loi égalité, nous cassons les ghettos de pauvres, comme les ghettos de riches. Aujourd'hui, qui est garant des valeurs de la République ? C'est bien la gauche. Maintenant, c'est à nous d'être à la hauteur et de ne pas gâcher par des gestes personnels. »

Emmanuelle Cosse
Ministre du Logement et de l'Habitat durable



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

“AUCUN SCÉNARIO N’EST ÉCRIT À L’AVANCE”



Que retiens-tu de la Grande convention de la Belle Alliance Populaire du 3 décembre ?

Je retiens deux choses. Tout d’abord, les standing ovations pour le Président de la République. En fait, cette journée s’est déroulée sous le sceau du respect. L’atmosphère a été très studieuse, très engagée mais marquée en permanence par une certaine émotion, tout le monde l’a ressenti. Ensuite, je retiens la combativité des militants présents. Ils ont conscience de la menace que font peser les droites et l’extrême droite sur notre pays et ils veulent s’engager pour l’unité de la gauche.

Les médias n’ont pas été tendres...

Les médias sont arrivés à ce rendez-vous avec leurs préjugés. Rien n’aurait pu les faire changer d’avis. Ils n’ont pas voulu mettre cette Convention en perspective, après la décision du Président de la République. Et puis, comme à leur habitude, ils font dans l’hyperpersonnalisation : ils voulaient voir des candidats s’écharper. Je suis heureux qu’on les ait déçus sur ce point. Au final, tous les militants présents à la Convention et qui ont lu la presse du lendemain vous le diront : nous n’avons

pas assisté au même événement que certains dans la presse.

Après la décision de François Hollande, quelle tournure prennent les primaires citoyennes ?

La décision du Président de la République est moralement et politiquement exemplaire. Nous le savions, car nous pouvons l’observer depuis le premier jour de son quinquennat : François Hollande est à la hauteur de l’Histoire et il est l’honneur de la gauche. Sa décision nous oblige et nous invite à faire de la primaire un succès. Il a en effet fini son allocution en appelant au « sursaut collectif ». Les primaires sont le moment du sursaut, de l’unité et du combat. Enfin, la décision du Président de la République déplace le curseur de la défense du bilan au débat sur les projets.

Tu prônes l’unité de la gauche, mais certains candidats persistent à partir seuls. Comment analyses-tu ces refus ?

La division est le plus court chemin vers la défaite. Certains candidats ont des stratégies de troisième tour et donc de troisième place. Leur objectif est de finir devant les autres candidats de gauche pour régler leurs comptes après le second tour et la défaite. La bonne stratégie devrait être de finir devant un candidat de droite pour aller au second tour et gagner. Pour cela il faut s’unir. C’est pourquoi j’invite Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron à nous rejoindre. Je martèlerai ce message tant qu’il le faudra.

Le Parti socialiste va-t-il faire des propositions aux candidats à la primaire ?

Au Parti socialiste, nous prenons les idées au sérieux. Depuis des mois, le Parti socialiste a travaillé pour produire des idées rassemblées dans les *Cahiers de la Présidentielle*. Ces idées, tous les candidats de la primaire de la BAP peuvent se les approprier. C’est buffet à volonté. Ces Cahiers sont socialistes jusqu’au bout : ils sont faits pour être partagés et discutés. Pour nous, ces Cahiers sont l’occasion de répondre à la

demande de sens de nos compatriotes face à une droite qui fait dans le sensationnel. C’est une autre proposition faite aux candidats : tournez-vous vers les Françaises et les Français dans cette primaire !

« DEPUIS DES MOIS, LE PARTI SOCIALISTE A TRAVAILLÉ POUR PRODUIRE DES IDÉES RASSEMBLÉES DANS LES CAHIERS DE LA PRÉSIDENTIELLE. »

La Droite dure domine dans les idées, pourquoi ?

Depuis de trop nombreuses années, la gauche s’est enfermée dans le seul débat économique, elle a délaissé la politique et donc la question clé : comment assurer la cohésion de la France, au-delà des différences. La gauche n’a pas non plus suffisamment combattu les précarités accaparés que nous étions par le redressement productif et la fin des déficits. Pour autant, sommes-nous si sûrs que la droite domine tous les esprits ? Je ne le crois pas. Je pense au contraire qu’il n’y a pas de majorité politique pour la casse sociale que nous promet la droite. Si la gauche fait dans le sérieux égalitaire comme elle fait dans le sérieux budgétaire et si elle retrouve sa combativité, alors la bataille de France ne fait que commencer. Et au final nous vaincrons.

Quel scénario envisages-tu à la Présidentielle ?

Il n’y a aucun scénario écrit à l’avance, aucune défaite assurée, aucun adversaire invincible. Rien n’est écrit, tout est possible. Je pense que la pression sera tellement forte sur les candidats de gauche qui maintiennent leur candidature hors-primaire ou post-primaire, que la gauche abordera le premier tour en position pas si défavorable. La question centrale est le niveau pour accéder au second tour. Vous verrez, le ticket d’entrée au second tour va s’approcher du score du Parti socialiste aux dernières régionales. Et là, tout devient possible !



**PRIMAIRES
CITOYENNES**

22 - 29 JANVIER 2017

démocrates
radicales
écologistes
socialistes
citoyennes

**DEVENEZ
VOLONTAIRE(S)**

C'EST VOUS QUI DÉCIDEZ!



lesprimairescitoyennes.fr

POUR



DEVENIR

volontaire des Primaires citoyennes
et participer aux campagnes des Primaires citoyennes



TENIR

un bureau de vote



PLUS D'INFOS sur

<http://www.lesprimairescitoyennes.fr/devenir-volontaire/>